

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 82 (1990)
Heft: 2

Artikel: Un modèle américain
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386360>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un modèle américain

Parce qu'ils savent utiliser avec pragmatisme et méthode les ressources du droit des sociétés, les promoteurs de l'actionnariat responsable aux Etats-Unis ont développé toute une stratégie pour infléchir les investissements, et la ligne de conduite en général, des grandes firmes. Elle est basée sur la présentation de *proxies*. Techniquement parlant, ce sont des *social responsibility resolutions*, des propositions que l'on soumet au vote des assemblées générales d'actionnaires. En cas de rejet, la loi impose un délai pour revenir à la charge. Mais, un peu comme le droit de referendum dans notre vie publique, celui de soutenir des *proxies* permet, pour peu qu'on soit crédible, de négocier avec le management : c'est un moyen de pression. Aussi le choix des *proxies*, des entreprises et... du moment fait-il l'objet d'une vaste concertation et d'une planification systématique.

Au centre d'un réseau comptant deux douzaines d'organisations et d'institutions diverses, privées ou publiques, détentrices de gros ou petits paquets d'actions, l'ICCR (*Interfaith Center on Corporate Responsibility*) publie par exemple le calendrier des *proxies* pour 1990 : parmi les 173 firmes visées, tous les grands noms de l'économie américaine, de Boeing à Xerox et de Coca Cola à Texaco. Parmi les revendications soutenues, le retrait d'Afrique du Sud et la cessation des liens d'affaires avec ce pays tiennent la vedette. Mais on portera devant les actionnaires de trois grandes banques des propositions touchant la dette du tiers-monde. On invitera Westinghouse à diminuer la production de CFC et Allied-Signal à l'arrêter, Texas Instruments et General Motors à en réduire la consommation. La firme US Surgical sera priée, non seulement de surseoir à l'usage de chiens pour ses expériences, mais encore de cesser d'espionner les activistes amis des animaux !

Chaque résolution est confiée à un ou plusieurs répondants au sein du réseau, afin d'assurer la coordination. Car on trouve, dans le mouvement, aussi bien des Etats (Floride, Connecticut, Minnesota...) que des Eglises (*Evangelical Lutheran Church in America*), des caisses de pensions (la police de New-York !), la Société anti-vivisectionniste de la Nouvelle-Angleterre et la Fraternité unie des charpentiers... Ne riez pas trop vite : selon *l'Hebdo* (12 avril 1990), "à Wall Street, 500 milliards de dollars ont été investis en 1989 selon des critères éthiques", et il faut croire que le capitalisme à conscience claire paie aussi bien que l'autre puisque "les bureaux d'étude qui inspectent la moralité des entreprises poussent comme des champignons". Ah, l'Amérique...